Renaissance Capital, architecte de la privatisation d'Onatel Burundi

Jeune Afrique, 23/05/2011La banque d'affaires qui a fait fortune en Russie vient d'Ãªtre sÃ©lectionnÃ©e pour mener Ã terme un processus de privatisation lancÃ© en 2009.Une nouvelle Ã©tape vient d'Ãªtre franchie dans la privatisation de l'Office national des tÃ©lÃ©communications (Onatel) du Burundi. LancÃ©e en 2009, l'opÃ©ration Ã©tait depuis en suspens, malgrÃ© u enjeu de taille : donner Ã cette entreprise publique leader de la tÃ©lÃ©phonie fixe tout son dynamisme dans le mobile, un marchÃ© en plein essor.
En 2010, selon les chiffres du rÃ©gulateur national citÃ©s par Reuters, le nombre de clients pour le mobile a progressÃ© de 55 %, atteignant prÃ¨s de 1,6 million. Le taux de 21 % dâ€™abonnÃ©s dans la population laissant entrevoir une importante marge de progression. Cinq opÃ©rateurs sont rÃ©ellement actifs dans le sans-fil : U-Com, Africell, Econet Burundi, Lacell et Onatel Mobile (Onamob). DÃ©tenu par l'Ã©gyptien Orascom Telecom, U-Com est le leader, avec une part de marchÃ© d'environ 68 % selon le cabinet d'Ã©tudes Informa Telecom & Media. Loin devant l'opÃ©rateur public Onatel, qui dÃ©tient moins de 10 % du marchÃ©.Premier gros contrat africainSoutenue depuis 2010 par la Banque mondiale, la cession rentre dÃ©sormais dans une nouvelle Ã©tape. Ã€ l'issue d'un appel d'offres lancÃ© mi-2010, et dont les rÃ©sultats viennent d'Ãªtre dÃ©voilÃ©s, Renaissance Capital a Ã©tÃ© sÃ©lectionnÃ©e pour conseiller financiÃ¨rement et mener Ã son terme la privatisati banque d'affaires, qui a fait fortune en Russie et opÃ¨re depuis plusieurs annÃ©es en Afrique subsaharienne, a nettement devancÃ© le franÃ§ais BNP Paribas et l'Ã©mirati Millennium Finance Corporation, avant de battre dans la derniÃ¨re ligne droite (l'offre financiÃ¨re) Linkstone Capital. Ce dernier avait pourtant Ã son actif plusieurs opÃ©rations de privatisation, dont celle de la Sotelma au Mali.TrÃ¨s prÃ©sente dans les opÃ©rations boursiÃ¨res africaines, Ã la fois en tant que courtier mais aussi en tant que conseil en levÃ©e de fonds, Renaissance Capital dÃ©croche ainsi ce qui est sans doute son premier gros contrat africain en matiÃ¨re de conseil financier dans les tÃ©lÃ©coms. Ã€ charge pour ses Ã©quipes de mener la privatisation d'ici Ã la fin de l'annÃ©e.Comptant parmi les derniÃ¨res opÃ©rations de privatisation en Afrique dans le secteur des tÃ©lÃ©coms, la cession dâ€™Onatel Burundi ne dÃ©clenche certainement pas l'enthousiasme des investisseurs. Â« C'est petit marchÃ©, qui pourrait intÃ©resser un opÃ©rateur important disposant d'implantations dans des pays voisins comme la RD Congo, le Rwanda ou la Tanzanie, explique Thecla Mbongue, analyste senior chez Informa Telecoms & Media. Mais les niveaux de revenus trÃ¨s bas de la population ainsi que la faible densitÃ© hors de la capitale Bujumbura seront des dÃ©fis majeurs. Â»